JURISGUIDE | GUIDE POUR LA RECHERCHE D'INFORMATIONS EN SCIENCES JURIDIQUES

DROIT DOUANIER : PANORAMA DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

PLAN DE L'ARTICLE

- 1. Présentation du droit douanier
- 2. Notions essentielles
- 3. Textes de référence
  - 3.1.Sources internationales
  - 3.2.Sources européennes
  - 3.3.Sources nationales
- 4. Sélection de bases de données, catalogues et outils tarifaires
- 5. Rechercher la jurisprudence douanière
- 6. Quelques revues spécialisées
- 7. Quelques ouvrages de référence
  - 7.1.Manuels
  - 7.2.Codes annotés
  - 7.3.Ouvrages collectifs
  - 7.4.Dictionnaires et outils de référence
- 8. Annuaires et sites institutionnels
  - 8.1.Niveau national
  - 8.2.Niveau européen
  - 8.3.Niveau international
- 9. Assurer une veille sur le droit douanier

1. Présentation du droit douanier

Le droit douanier régit les règles applicables au franchissement des frontières par les marchandises : classement tarifaire, valeur en douane, origine, régimes douaniers, contrôle des échanges et contentieux. Il ne doit pas être confondu avec les droits de douane (au pluriel), qui désignent la seule imposition perçue à la frontière et ne constituent qu'une composante de la matière.

C'est un droit à structure pyramidale, articulé autour de trois niveaux de normes : international (OMC, OMD), européen (Code des douanes de l'Union depuis 2016, TARIC) et national (Code des douanes français, recodifié au 1er mai 2026). Il entretient des liens étroits avec le droit fiscal, le droit du commerce international et le droit des transports, et son actualité est directement indexée sur les évolutions de la politique commerciale mondiale.

2. Notions essentielles

Quelques termes clés à maîtriser pour effectuer une recherche documentaire efficace en droit douanier :

- CDU (Code des douanes de l'Union) : texte central du droit douanier européen depuis le 1er mai 2016 (Règlement UE n° 952/2013).
- Code des douanes français : complète le CDU pour les matières relevant de la compétence nationale ; recodifié au 1er mai 2026.
- TARIC : tarif intégré de l'Union européenne ; regroupe toutes les mesures tarifaires, commerciales et agricoles applicables aux importations.
- RITA : outil tarifaire français (Référentiel Intégré du Tarif Automatisé) géré par la DGDDI.
- Espèce tarifaire : classement d'une marchandise dans la nomenclature douanière (position du Système harmonisé).
- Valeur en douane : base de calcul des droits de douane ; déterminée selon les règles de l'Accord OMC sur l'évaluation.
- Origine préférentielle / non préférentielle : règles permettant de déterminer la « nationalité » économique d'une

marchandise.

- RTC (Renseignement Tarifaire Contraignant) : décision officielle de classement tarifaire, valable 3 ans dans toute l'UE.
- RCO (Renseignement Contraignant en matière d'Origine) : décision officielle sur l'origine d'une marchandise.
- OEA (Opérateur Économique Agréé) : statut accordé aux opérateurs fiables, ouvrant droit à des simplifications douanières.

3. Textes de référence

3.1 Sources internationales

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT, 1947), remplacé depuis 1995 par **l'Organisation mondiale du commerce** (OMC), qui encadre la négociation et la consolidation des droits de douane entre États membres.
- Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Convention du SH, 1983), élaborée par **l'Organisation mondiale des douanes** (OMD) : nomenclature à 6 chiffres utilisée par plus de 200 pays pour classer les marchandises.
- Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, dite « Convention de Kyoto révisée » (1999), qui fixe les standards internationaux de simplification douanière.
- Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC (AFE, entré en vigueur en 2017).

3.2 Sources européennes

- Code des douanes de l'Union (CDU) — Règlement (UE) n° 952/2013 du 9 octobre 2013, en vigueur depuis le 1er mai 2016. Il a remplacé le Code des douanes communautaire (CDC) et constitue le texte central du droit douanier de l'Union. **Lien vers le texte sur EUR-Lex**
- Règlement (CEE) n° 2658/87 du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, qui établit la Nomenclature combinée (NC) et le **TARIC**, base juridique du tarif intégré de l'Union.
- Actes d'exécution et délégués du CDU (règlements UE 2015/2446 et 2015/2447), qui en précisent les modalités d'application.

3.3 Sources nationales

- Code des douanes français, dont les parties législative et réglementaire ont été recodifiées par l'ordonnance n° 2026-265 et le décret n° 2026-266 du 8 avril 2026. **Lien vers le Code des douanes sur Légifrance**
- Le Code des douanes français complète le CDU sur les matières relevant de la compétence nationale : organisation du service des douanes, pouvoirs des agents, contentieux douanier, droit pénal douanier.

4. Sélection de bases de données, catalogues et outils tarifaires

- RITA (Référentiel Intégré du Tarif Automatisé). Encyclopédie tarifaire de la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), mise à jour automatiquement à partir du tarif de l'Union et des réglementations nationales. Permet de rechercher le classement tarifaire d'une marchandise, d'estimer les droits et taxes applicables et de visualiser la réglementation associée (prohibitions, contingents, antidumping...). **Lien vers RITA**
- TARIC (Tarif intégré de l'Union européenne). Base de données de la Commission européenne réunissant les mesures tarifaires, commerciales et agricoles applicables aux échanges de l'UE avec les pays tiers ; mise à jour quotidiennement. **Lien vers la consultation TARIC**
- EBTI (European Binding Tariff Information). Base européenne recensant les Renseignements Tarifaires Contraignants (RTC) délivrés dans tous les États membres ; permet de vérifier le classement retenu pour des marchandises similaires et de déposer une demande de RTC. **Lien vers la base EBTI**
- WCO Trade Tools. Plateforme officielle de l'OMD donnant accès au Système harmonisé (nomenclature, notes explicatives, avis de classement), aux règles d'origine (plus de 430 accords commerciaux) et aux fondamentaux de

l'évaluation en douane. Accès à certains contenus sur abonnement. **Lien vers WCO Trade Tools**

- Access2Markets. Portail de la Commission européenne permettant d'accéder aux droits de douane et règles d'importation applicables dans les pays partenaires des accords commerciaux de l'UE. Outil particulièrement utile pour les questions d'origine préférentielle et d'accès aux marchés. **Lien vers Access2Markets**

5. Rechercher la jurisprudence douanière

La jurisprudence douanière se répartit entre plusieurs ordres de juridiction selon la nature du litige :

- Cour de justice de l'Union européenne (CURIA) : renvois préjudiciels et arrêts sur le CDU, la nomenclature tarifaire, la valeur en douane et l'origine. **Accès via CURIA**
- Cour de cassation (chambre commerciale) : contentieux douanier national, droit pénal douanier. Accessible via Légifrance.
- Conseil d'État : contentieux administratif douanier (notamment les décisions de la DGDDI). Accessible via Légifrance.
- Légifrance : **recherche de jurisprudence** par juridiction, date et mots-clés.
- Bases commerciales (Dalloz, Lexis 360 Intelligence, Lamyline New) : accès enrichi à la jurisprudence annotée et commentée en matière douanière.

6. Quelques revues spécialisées

- Revue européenne et internationale de droit fiscal. Revue trimestrielle qui comporte une chronique « Douane », dirigée par Jean-Luc Albert (professeur à Aix-Marseille Université), faisant le point chaque année sur l'actualité du droit douanier.
- Revue de Droit fiscal. Revue hebdomadaire (LexisNexis) couvrant ponctuellement l'actualité douanière (droits de douane, contentieux, accises) au sein de ses chroniques fiscales.
- Gestion & Finances Publiques. Revue de finances publiques publiant régulièrement des articles doctrinaux sur le droit douanier et son articulation avec le droit fiscal.
- Revue de droit des transports. Revue spécialisée qui traite régulièrement des aspects douaniers liés au transport de marchandises (régimes de transit, dédouanement, responsabilité).
- Droit fiscal. Revue hebdomadaire (LexisNexis) qui couvre ponctuellement l'actualité douanière (droits de douane, contentieux, accises) au sein de ses chroniques fiscales.
- Douane magazine. Publication gratuite de la DGDDI présentant l'actualité de l'administration des douanes ; disponible dans la rubrique Documentation du portail douane.gouv.fr. **Lien vers la documentation DGDDI**

7. Quelques ouvrages de référence

7.1 Manuels

- Albert Jean-Luc, *Douane et droit douanier*, Paris, PUF, coll. Thémis, 6e éd., 2024. — Manuel de référence en langue française sur le droit douanier.
- Albert Jean-Luc, *Le droit douanier de l'Union européenne*, Bruxelles, Larcier, 2e éd., 2021. — Manuel consacré au CDU, intégrant les conséquences du Brexit.
- Witte Peter (dir.), *European Customs Law, Kluwer Law International*, 8th ed., 2022. — Ouvrage de référence en langue anglaise sur le droit douanier européen, commentaire article par article du CDU.
- Lyons Timothy, E*C Customs Law, Oxford University Press*, 2nd ed., 2008. — Ouvrage de droit comparé sur le droit douanier communautaire.

7.2 Codes annotés

- *Code des douanes annoté et commenté*, Dalloz, éd. 2026. — Code des douanes français recodifié (ordonnance du 8

avril 2026) et CDU annotés, avec jurisprudence et textes complémentaires en annexe numérique.

- *Code des douanes de l'Union européenne commenté*, LexisNexis, éd. annuelle. — Commentaire du CDU et de ses règlements d'application

7.3 Ouvrages collectifs

- Sur Serge, Albert Jean-Luc, Durand (Franck) (dir.), *La douane face aux défis du monde en mutation*, Paris, L'Harmattan, coll. Le droit aujourd'hui, 2025, 376 p. — Ouvrage collectif récent sur les enjeux contemporains : sécurité des échanges, sanctions économiques, nouveaux trafics.
- Albert Jean-Luc (dir.), *Les mutations contemporaines du droit douanier*, Bruxelles, Larcier, 2019. — Études sur les évolutions récentes du droit douanier national et européen.

7.4 Dictionnaires et outils de référence

- Albert Jean-Luc, *Dictionnaire de droit fiscal et douanier*, Paris, Ellipses, 2020. — Outil de référence pour la terminologie douanière et fiscale.

8. Annuaires et sites institutionnels

8.1 Niveau national

- **Direction générale des douanes et droits indirects** (DGDDI) — portail officiel : réglementation, démarches, actualités, lexique douanier.
- **Direction générale du Trésor** — politique commerciale française, accords bilatéraux et multilatéraux.

8.2 Niveau européen

- **Commission européenne — Fiscalité et union douanière (DG TAXUD)** — politique douanière de l'UE, textes officiels, statistiques.
- **Commission européenne — Commerce (DG Trade**) — politique commerciale commune, accords de libre-échange, mesures de défense commerciale.
- **EUR-Lex** — accès au droit de l'Union européenne, dont le CDU et ses actes d'application.

8.3 Niveau international

- **Organisation mondiale des douanes (OMD / WCO)** — gère le Système harmonisé et les aspects techniques des accords OMC sur l'évaluation en douane et les règles d'origine.
- **Organisation mondiale du commerce (OMC / WTO)** — règles du commerce international, bases de données sur les droits de douane consolidés et appliqués.

9. Assurer une veille sur le droit douanier

Voici une sélection d'outils permettant de suivre l'actualité réglementaire en matière douanière :

- **Actualités de la DGDDI** — communiqués et lettres d'information du portail douane.gouv.fr.
- **EUR-Lex** — alertes sur les nouveaux actes relatifs au CDU et au TARIC ; abonnement RSS ou e-mail possible.
- JOUE (Journal officiel de l'Union européenne) : publication quotidienne des actes réglementaires europens modifiant les droits de douane, les mesures antidumping ou les contingents tarifaires.
- Mises à jour automatiques de l'encyclopédie **RITA**, qui intègre quotidiennement les évolutions tarifaires et réglementaires.
- Actualités et publications de **l'OMD** et de **l'OMC** pour le suivi des évolutions internationales.

Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous contrat Creative Commons

Vous êtes libres :

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

selon les conditions suivantes :

Paternité
Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

Pas d'utilisation commerciale
Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Partage des conditions à l'identique
Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)
Pour la version intégrale du contrat : voir le code juridique Creative commons.